

DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL DE LA CARITAS NATIONALE

RECOMMANDATIONS

Suite aux différentes analyses présentées tout au long de cette étude, nous recommandons fortement à toutes les parties impliquées d'entreprendre les actions suivantes.

5.1. NIVEAU CONFERENCE EPISCOPALE

Il est impératif d'amorcer, sans délai, la réflexion pour orienter la Caritas vers une perspective nationale plutôt que diocésaine. De cette réflexion dépendra l'avenir de l'atelier de Sandiara et du service puits et forages qui ne pourront survivre hors d'une structure nationale forte, réorganisée et bénéficiant de l'appui et de la solidarité de ses différentes composantes.

Aussi, dans le cadre de cette réflexion, nous suggérons de considérer les aspects suivants :

- Tendre vers une harmonisation des programmes qui permettrait de soumettre aux partenaires financiers un programme global pour toutes les Caritas Diocésaines ;
- Approfondir la réflexion allant dans le sens de l'accroissement des moyens nécessaires à un bon fonctionnement de la caritas Nationale afin de lui éviter tout risque de faillite financière ;
- Développer plus d'ouverture en évitant le fonctionnement au sein des diocèses qui est synonyme d'autarcie et de fermeture ;
- Repenser la mission des Caritas Diocésaines et orienter l'action de l'église vers une dynamique d'accompagnement de développement plus que d'assistance ;
- Favoriser les actions d'échange entre les diocèses ;
- Harmoniser la représentation auprès des partenaires financiers par une reformulation du concept d'autonomie des Caritas Diocésaines (autonomie de gestion) et une plus grande responsabilisation de la Caritas Nationale dans ce sens.

5.2. NIVEAU CARITAS NATIONALE

- Revoir les attributions du Service Administratif à la lumière des constats faits durant le diagnostic ;
- Définir les lignes d'autorité ;
- Améliorer le niveau d'équipement des services et veiller à une répartition judicieuse des équipements disponibles ;

- Mettre en place un système de communication inter-service à même de permettre une circulation horizontale de l'information ;
- Revoir la politique de gestion des ressources humaines par :
 - Une gestion transparente et égalitaire,
 - Une répartition équilibrée des charges de travail au sein des secrétaires,
 - La mise en place d'un système de motivation du personnel doublé d'un système de sanction fondé sur l'égalité,
 - Un assainissement du climat social par des stratégies de consultation individuelle devant déboucher à terme sur des formes de thérapie de groupe ;
- Fondre le comptabilité du service Puits et Forages dans la Nationale, tout en tenant compte des besoins financiers spécifiques à ce service ;
- Repenser le statu de l'atelier de Sandiara à la lumière des constats de faits ;
- Réaliser à l'endroit des Caritas Diocésaines une coordination et une supervision réelle en :
 - Mettant en place les compétences techniques nécessaires,
 - Réalisant des missions d'assistance technique auprès des Caritas Diocésaines ;
- Apporter une assistance particulière aux Caritas Diocésaines ayant des difficultés dans les domaines suivants :
 - définition d'objectif,
 - élaboration de programmes,
 - planification opérationnelle,
 - suivi-évaluation,
 - recherche de financement,
 - organisation interne ;
- Améliorer les relations avec les Caritas Diocésaines par :
 - Une communication transparente et régulière,
 - Une écoute et un accueil attentif,
 - Un traitement performant de leurs dossiers,
 - Des visites d'informations ;
- Revoir avec les Caritas Diocésaines le barème de facturation des prestations dans un sens qui assurerait l'autonomie financière de fonctionnement ;
- Favoriser les échanges inter Caritas Diocésaines ;
- Améliorer la visibilité des actions de la Caritas par une meilleure information / communication des pouvoirs publics ;